

Le Plan d'Action Lima-Paris : des alliances pour le climat

Co-organisée par l'Equipe de Négociation COP21/CMP11

Lundi 7 septembre 2015 de 10h à 11h30
Grand Auditorium, Palais Brongniart

INTERVENANTS

Janos Pasztor, Sous-Secrétaire général aux changements climatiques, Nations Unies

Manuel Pulgar-Vidal, Ministre de l'Environnement, Pérou & Président, COP20/CMP10

Jean-Dominique Senard, Président, Groupe Michelin

Nigel Topping, Directeur général, We Mean Business

Modérateur

Michael Jarlner, Rédacteur en chef, Politiken (Danemark)



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- Un ton optimiste en vue d'un accord à la Conférence de Paris
- Une approche désormais « bottom-up », avec des plans nationaux pour chaque pays
- Une approche inclusive, pour un réel partenariat multi-acteurs
- Un plan d'Action Lima-Paris pour faciliter la mise en œuvre de l'accord
- Un mécanisme financier augmenté et plus puissant, accompagné de transfert de technologies

Le ton de cette conférence était très optimiste quant à la perspective d'un accord global pour le climat à Paris en décembre lors de la COP21.

Depuis la dernière conférence sur le climat à Copenhague, l'approche est devenue une approche « bottom-up » et non « top-down », chaque pays s'engageant à travers des plans nationaux pour la période post-2020 (INDCs - Intended Nationally Determined Contributions), plans qui seront revus à la hausse au fur et mesure. De plus cette approche apparaît désormais comme bien plus inclusive, pour un réel partenariat multi-acteurs, où tous les acteurs, privés, publics, associatifs, et notamment les entreprises, la société civile, comme les territorialités locales, s'engagent ensemble et de façon décisive pour enrayer le changement climatique. Afin de soutenir ce partenariat multi-acteur et de faciliter la mise en œuvre de cet accord visé à Paris, le « Plan d'Action Lima-Paris » a été lancé au Pérou lors de la COP20. Enfin les mécanismes financiers ont été augmentés pour permettre la mise en place concrète de cet accord, grâce à un fond de 100 milliards de dollars.

Ainsi les tendances globales semblent être sur la bonne voie pour parvenir à un accord global et contraignant pour le climat en décembre à Paris. Cet accord sera soutenu par un réel partenariat multi-acteur, un plan d'actions concret et un mécanisme financier puissant afin de faire de cet accord le début d'un processus pour enrayer le réchauffement climatique, et le limiter à 2°C maximum.



**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE,
PAUVRETE**
8^e édition – 7, 8 et 9 sept. 2015
Palais Brongniart – Hôtel de Ville – Paris



RESUME DES INTERVENTIONS

Introduction : Michael Jarlner, Rédacteur en chef, Politiken

Michael Jarlner situe le contexte de cette nouvelle conférence pour le climat (COP), dont le but est d'arriver à un engagement concret pour limiter la hausse des températures entre 1,5 à 2°C supérieures à celles de l'ère préindustrielle. Si rien n'est fait, les températures pourraient augmenter de 4,5 degrés et le niveau de l'eau de 98cm, avec des conséquences dramatiques.

Il se rappelle également la déception de la dernière COP de Copenhague, dans son pays d'origine, en 2009. Malgré cette déception, un processus a débuté à Copenhague, qui a continué depuis. Ainsi la conférence de New York en 2014 a détaillé les étapes d'ici à 2020, tandis que des initiatives ont été lancées, comme la 'Global Alliance for Climate-Smart Agriculture', un partenariat multi-acteurs pour le développement d'une agriculture climato-intelligente.

Malgré la déception de la conférence sur le climat à Copenhague en 2009, un processus y a débuté, qui a continué depuis lors.

Quant à la conférence de Paris en décembre, 4 piliers majeurs s'y rapportent :

1. L'accord global des états pour le climat
2. Les plans nationaux post-2020 (« INDCs » - Intended Nationally Determined Contributions)
3. Un mécanisme de financement puissant de 100 milliards de dollars, accompagné par un transfert de technologies vers les pays en développement
4. Le plan d'Action Lima-Paris, initié par les gouvernements péruviens et français, le Secrétariat général de l'ONU et la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)

Cette conférence étant centrée sur le 4^e point, M. Jarlner souligne le rôle du Plan d'Actions Lima-Paris pour mener à des actions concrètes et lutter efficacement ensemble contre le changement climatique.

Manuel Pulgar Vidal, Ministre de l'Environnement, Pérou & Président, COP20/CMP10

A 20 jours du sommet de l'ONU pour le Développement Durable, il semble que le processus démarré il y a trois ans à Rio+20 avec le rapport « The future we want » soit proche d'un aboutissement et d'un changement de paradigme sur le développement. Parmi les 17 Objectifs pour le Développement Durable (ODD) qui vont être adoptés, 10 sont liés à l'eau et 12 à l'environnement.

A l'approche de la COP21, nous allons avoir de réels objectifs, ancrés dans un processus équilibré entre une approche bottom-up et une approche top-down, reposant sur la confiance mutuelle de tous les acteurs, notamment à travers les plans nationaux. Néanmoins ces plans devront être revus à la hausse car à eux seuls ils ne pourront pas limiter le réchauffement climatique en dessous des 2°C, ce qui est crucial pour éviter des conséquences dramatiques, dont nous pouvons déjà apercevoir les effets au Pérou, touché par El Nino. De plus les mécanismes financiers sont maintenant amplifiés, et il faudra mobiliser encore plus de fonds mais pour le moment ils sont suffisants pour mettre en route le processus.

Aujourd'hui nous sommes plus d'acteurs (ONGs, secteur privé, populations locales, maires, etc...), et nous avons plus de moyens.

Enfin le Plan d'Action Lima-Paris, décidé à Lima et rassemblant tous les acteurs, ONGs, secteur privé, populations locales, société civile, maires...etc, est essentiel car il faudra plus que les acteurs étatiques pour mettre en œuvre l'accord de la COP. Ce Plan d'Action crée un momentum pour le succès de la COP21 et si nous y arrivons, le 1^{er} janvier 2016 sera alors le moment de la mise en place, où nous aurons besoin de tous.

Aujourd'hui une réelle conjoncture politique existe, engageant tous les acteurs dans le but commun d'enrayer le changement climatique. C'est une opportunité à ne pas manquer.



Jean-Dominique Senard, Président, Groupe Michelin

Ce n'est pas seulement Michelin mais le secteur des transports représenté ici, et celui des entreprises en général.

Le but de « Zéro Exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté » correspond à notre responsabilité collective, qui commence dès maintenant.

Nous devons pousser à l'audace, soutenir l'innovation et la coopération, pour aller vers une croissance qui crée de l'emploi, tout en renforçant la sécurité humaine.

« Zéro Exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté » est notre responsabilité collective, qui commence dès maintenant. Cet agenda a une forte résonance dans l'histoire du groupe Michelin, qui travaille pour la mobilité de tous, à moindres coûts et dans les conditions les plus sûres.

En effet le développement, et par extension le succès des 17 ODD, dépend beaucoup de la mobilité des personnes, et de leur sûreté. En effet sans mobilité, il n'y d'accès ni à la santé, ni à l'éducation, ni à l'emploi. De plus le secteur des transports va sûrement doubler d'ici à 2050.

Pour une croissance de qualité, trois conditions sont nécessaires :

- Réduire les émissions de CO2
- Favoriser l'intermodalité et la mobilité soft
- Raccourcir les chaînes de production

Lors du « Business and Climate Summit » de Paris, l'engagement a été pris de changer de direction pour aller vers une croissance intelligente.

Pour cela, les gouvernements doivent envoyer des signaux clairs, et notamment proposer :

- Des objectifs globaux, ambitieux, à long terme
- Des politiques favorisant la croissance verte, et une rotation des actifs plus rapide
- Une éducation citoyenne

Quant au Plan d'Action, c'est une initiative innovante et brillante. Michelin et le secteur des transports sont engagés dans cette initiative, pour revoir la vision de la mobilité, afin d'en arrêter les émissions de carbone, tout en augmentant son efficacité. Cela est faisable, avec de la volonté, de l'innovation, et le soutien de tous, acteurs étatiques, comme non-étatiques.

Nigel Topping, Directeur général, We Mean Business

We Mean Business est une coalition d'acteurs non-étatiques travaillant avec de grandes entreprises. Le rôle du secteur privé dans la lutte contre le changement climatique est souvent trop peu reconnu, alors que la majorité des entreprises voient la transition énergétique comme inévitable (on ne pourra pas faire autrement), irrésistible (il est plus intéressant et moins cher d'investir maintenant dans la transition que de payer ensuite les conséquences) et irréversible (cela a déjà commencé).

La majorité des entreprises voient la transition énergétique comme inévitable, irrésistible et irréversible

We Mean Business se place au cœur du Plan d'Action, en travaillant sur deux plans :

- Amener le secteur privé à prendre des engagements forts pour le climat
- S'assurer que le message arrive jusqu'aux décideurs politiques

Il est important de reconnaître ce que les acteurs non-étatiques, et notamment les entreprises, peuvent apporter :

- Prendre des objectifs audacieux et ambitieux
- Développer des partenariats au niveau local
- Orienter les décisions politiques
- Travailler sur la transparence, qui est l'élément clef pour la société civile

Le Plan d'Action influence le processus national et multilatéral de plusieurs manières, et notamment en créant un contexte favorable pour les décideurs politiques, montrant qu'il y a de la volonté et de l'ambition ; en innovant et en étant pionniers d'initiatives, et aussi en générant une pression de groupe pour amener chacun à s'engager.

Que se passera-t-il après Paris ? Le changement climatique n'aura pas été résolu, et il faudra continuer le momentum de la COP21, investir dans le temps, renforcer la collaboration, et créer une plateforme ouverte à tous, basée sur la confiance, la transparence et la méritocratie pour atteindre les objectifs qui auront été définis. De plus il faudra revoir ces engagements en 2025.



**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE
PAUVRETÉ**

8^e édition – 7, 8 et 9 sept. 2015
Palais Brongniart – Hôtel de Ville – Paris



Janos Pasztor, Sous-Secrétaire général aux changements climatiques, Nations Unies

Pourquoi devrait-on y croire aujourd'hui ?

Tout d'abord parce qu'il y a 10 ou même 5 ans, nous n'aurions pas pu entendre un discours aussi engageant de la part du secteur privé comme nous venons de l'entendre.

Il n'y a jamais eu un tel consensus de tous les acteurs pour ce « 3 Zéros » contre l'exclusivité, le carbone et la pauvreté

Néanmoins il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles aujourd'hui. Du côté positif, il n'y a jamais eu un tel consensus de tous les acteurs pour ce « 3Zéros » contre l'exclusivité, le carbone et la pauvreté. Comme le disait le Secrétaire Général, nous sommes à la fois la première génération à pouvoir éliminer la pauvreté, mais aussi la dernière à pouvoir faire quelque chose contre le climat. En effet la mauvaise nouvelle est que le réchauffement climatique empire chaque année, affectant tout l'écosystème et sans en connaître toutes les conséquences.

La conférence informelle interministérielle se rassemble en ce moment pour se mettre d'accord sur un ensemble de solutions, qui seront ensuite acceptées à Paris. Cet ensemble se compose notamment des 4 éléments suivants :

- Les contributions nationales pour un processus « bottom-up » (mais insuffisantes pour le moment pour arriver à limiter le réchauffement à 2°C)
- Un accord qui définisse les règles du jeu et permette de revoir les ambitions à la hausse
- Un élément financier, incluant le secteur privé qui seul peut amener les milliards nécessaires
- Un Plan d'Action pour permettre la coopération de tous les acteurs pour soutenir cet agenda

Pourquoi ce Plan d'Action en particulier ?

Pour permettre à chacun de s'engager, encourager de nouvelles actions et plus de partenariats. En effet c'est en partant du bas que nous pourrions aller ensemble vers le haut, vers des engagements et des actions plus ambitieux pour le climat.

ECHANGES AVEC LA SALLE

Pourquoi êtes-vous si optimiste cette fois ?

Manuel Pulgar Vidal

Nous avons besoin non seulement d'un accord mais aussi de règles complémentaires pour l'appliquer. De plus cet accord ne sera que le lancement d'un processus à continuer.

Janos Pasztor

Il y a des progrès, notamment en termes financiers, avec un engagement pour plus de 100 milliards d'investissements. De plus les gouvernements réalisent désormais tout l'impact du changement climatique.

Pourquoi l'eau et la terre ne sont-ils pas plus au cœur du débat climatique ?

Manuel Pulgar Vidal

C'est en effet une bonne question, il n'y a pas de réponse claire, mais il est encore temps de les ramener au cœur du débat.

Peut-on faire confiance aux entreprises ?

Jean-Dominique Senard

Oui, car le respect de l'environnement fait partie de la stratégie de beaucoup d'entreprises, et depuis longtemps pour certaines, tandis que cela prend aujourd'hui une échelle internationale. De plus toutes les entreprises tiennent maintenant ce discours, et les entreprises évoluent très vite. Ce mouvement est dans l'intérêt des entreprises comme de la société civile, car des métiers seront créés dans l'innovation et les technologies.

Nigel Topping

La société civile voit l'engagement des entreprises, ce qui est positif. Néanmoins c'est le rôle de la société civile d'être vigilante et de demander des comptes-rendus sur les stades d'avancement des entreprises et des Etats dans leurs engagements, pour assurer une certaine transparence.